

LA CROIX

De la « crise des migrants » à la crise de l'accueil

Par Maurizio Ambrosini, le 22/6/2020 à 12h48

« Avvenire » (Italie), « Nederlands Dagblad » (Pays-Bas) et « La Croix » ont enquêté sur la prise en charge des demandeurs d'asile et des réfugiés en Europe. Premier volet de cette série, une relecture des événements et des politiques gouvernementales par le sociologue Maurizio Ambrosini. Quel accueil pour les migrants (1/5).



Maurizio Ambrosini

Professeur de sociologie des migrations à l'université de Milan (1)

Le nombre de demandeurs d'asile en Europe a connu un pic en 2015 et 2016 mais s'est très fortement réduit depuis. Les opinions publiques et les gouvernements continuent pourtant de raisonner comme si le continent faisait face à une « vague » migratoire.

Cinq années se sont écoulées depuis 2015, entrée dans l'imaginaire collectif européen comme l'année de la « crise des réfugiés ». Cette année-là, Daech progresse en Irak, tandis qu'en Syrie la guerre civile a déjà déraciné des millions de personnes. Le 20 avril, 800 personnes meurent dans le naufrage de leur embarcation dans les eaux libyennes, non loin de l'île italienne de Lampedusa. C'est l'événement le plus meurtrier en Méditerranée depuis le début du XXI^e siècle.

Les opérations de sauvetage de l'« Ocean Viking » reprennent en Méditerranée

Au fil des mois, le nombre de décès en mer ne cessera de s'alourdir. Fin 2015, on compte 3 328 victimes vérifiées, plus du double qu'en 2014 (2). Les tragédies de la migration surviennent aussi sur la voie terrestre. Le 28 août 2015, on découvre en Autriche les corps de 71 personnes dans un camion frigorifique abandonné près de la frontière hongroise. Ce drame met en lumière le flux qui, principalement en provenance de Syrie, essaie d'atteindre le territoire de l'Union européenne (UE) par voie terrestre, via la soi-disant « route des Balkans », en passant par la Turquie et la Grèce. La Hongrie était le premier pays de l'UE sur leur chemin, et beaucoup furent amassés dans des camps de détention et pratiquement abandonnés.

Une « marche de l'espoir » en direction de l'Allemagne

Le 29 août, des demandeurs d'asile campés à la gare de Keleti à Budapest décident de se lancer dans une « marche de l'espoir » vers la frontière autrichienne, en direction de l'Allemagne. Deux jours plus tard, la chancelière Angela Merkel prononce ses mots célèbres : « *Nous avons géré tant de problèmes, nous gérerons aussi cette situation.* » Ce fut un tournant dans la politique allemande.

→ À LIRE. Migrants : l'Europe donne la priorité à la sécurité aux frontières

Quelques jours plus tard, le 2 septembre, la photo du petit Alan Kurdi, retrouvé noyé sur une plage turque de la mer Égée, secoue un instant l'opinion publique européenne. Trois jours plus tard, Angela Merkel décide de suspendre l'application du règlement Dublin III (3). Des bus et des trains sont envoyés pour recueillir les réfugiés en Hongrie, afin de les transférer en Allemagne. À l'arrivée, ils sont accueillis par des applaudissements, des fleurs, de la musique.

Selon Eurostat, la direction générale chargée de l'information statistique à la Commission européenne, les pays de l'UE ont reçu au total 1,3 million de demandes d'asile en 2015 et 1,2 million en 2016. L'Allemagne a servi de catalyseur pour la plupart d'entre eux.

L'Europe se divise, les frontières se ferment

Mais même au cours de ces années, plus de 80 % des demandeurs d'asile dans le monde ont continué à être accueillis dans des pays en développement, surtout ceux qui bordent des zones de crise. Seule une perspective eurocentrique peut alimenter la légende d'une Europe envahie par les réfugiés, d'une «

crise des réfugiés ». L'Allemagne est le seul pays de l'UE qui figure parmi les dix premiers du monde en termes de nombre de réfugiés enregistrés : 1,1 million de demandes acceptées et 300 000 demandes en attente fin 2019.

→ ANALYSE. Migrants en Méditerranée, les drones remplacent les patrouilles maritimes

L'UE s'est toutefois profondément divisée sur cette question. Le 15 septembre 2015, le premier ministre hongrois Viktor Orban décide de fermer la frontière avec la Serbie. Son pays construit une barrière le long de la frontière avec la Croatie, pays membre de l'UE. En novembre, l'Autriche fait de même avec la Slovénie, puis la Slovénie avec la Croatie. En novembre, les attentats terroristes de Paris font basculer l'opinion publique.

Dix enfants de djihadistes français rapatriés de Syrie

Un autre choc pour la culture de l'hospitalité est provoqué par les événements du Nouvel An à Cologne, avec des agressions et le harcèlement sexuel attribués à des hommes d'origine arabe. Le lien entre les musulmans, le terrorisme et le viol alimente alors une vague de peur et de rejet des réfugiés. Entre-temps, une décision politique lourde de conséquences fut prise à Bruxelles : l'institution de centres d'enregistrement et d'identification des migrants aux points d'entrée de l'Union européenne, essentiellement en Italie et en Grèce, avec l'obligation d'identifier les nouveaux arrivants par la prise forcée des empreintes digitales. En contrepartie, la commission européenne, présidée par Jean-Claude Juncker, proposa une répartition des demandeurs d'asile entre les États membres.

Vague xénophobe

Cependant, si les centres devinrent rapidement opérationnels, la redistribution n'a pas suivi. Au bout du compte, seuls 13 000 demandeurs d'asile furent transférés depuis l'Italie et un peu plus de 20 000 depuis la Grèce. Or la politique d'asile non écrite en Italie comme en Grèce était jusqu'alors de faciliter le transit des migrants vers l'UE, la plupart d'entre eux ne demandant rien de mieux.

→ À LIRE. Migrants et coronavirus : le nouvel amalgame des nationalistes européens

Mais les nouveaux centres d'enregistrement et d'identification, plus le renforcement des contrôles aux frontières mis en place par les États voisins, provoquèrent une hausse des demandes d'asile dans ces deux pays, alimentant une vague xénophobe. En Italie, sur le nombre de personnes arrivées par la mer, seulement 37 % avaient demandé l'asile dans le pays en 2014. Le taux passa à 56 % en 2015, 68 % en 2016, pour atteindre 100 % en 2017.

Alors que l'immigration, en Italie comme dans le reste de l'Europe occidentale, est majoritairement féminine et européenne, la perception la plus répandue, gonflée par une propagande hostile, identifie les immigrants à de jeunes hommes africains arrivant de la mer. Cette immigration, stationnaire au fil

des ans, est en outre qualifiée d'invasion.

L'Europe se retranche

En fait, dès 2016, l'entrée de réfugiés principalement syriens depuis la Turquie fut stoppée par l'accord du 18 mars avec Ankara. En échange d'une aide économique substantielle et de concessions politiques, y compris une tolérance non écrite pour le tournant autoritaire du président Recep Tayyip Erdogan, la Turquie a assumé le rôle de gendarme extérieur des frontières européennes.

Migrants : huit pays européens prêts à accueillir 1 600 mineurs de Grèce

En 2017, le corridor central de la Méditerranée fut de même fermé par des accords conclus par le gouvernement italien avec le gouvernement et des milices locales libyennes. Les arrivées par la mer en Europe sont passées de 1 015 000 en 2015 à 114 000 en 2018. Près de 90 % de moins ! Dans le même temps, les demandes d'asile ont reflué : 700 000 en 2017 ; 646 000 en 2018 ; 613 000 en 2019.

Plutôt que de « crise des réfugiés », il faudrait donc parler de « crise de l'accueil des réfugiés ». En 1999-2000, une UE plus petite qu'aujourd'hui avait accueilli le même nombre de demandeurs d'asile qu'en 2015 – ils venaient du Kosovo. Quinze ans plus tard, une opinion publique effrayée et des gouvernements incertains, poussés par un populisme croissant, choisirent de faire progressivement fi de leurs engagements humanitaires. Comme l'ont montré les violents refoulements de migrants à la frontière gréco-turque début mars 2020, ils ont décidé de se retrancher dans une Europe forteresse de plus en plus éloignée de leurs principes fondateurs.

Trois regards

La question de l'immigration taraude l'Europe. Dans la plupart des pays, elle alimente des peurs et nourrit les discours populistes. Elle sème aussi la division au sein de l'Union européenne et exacerbe les tensions entre les gouvernements. C'est pourquoi, cinq ans après la « crise migratoire » de 2015, trois quotidiens ont souhaité enquêter ensemble sur la situation des migrants dans leurs pays respectifs. *Avvenire* (Italie), *Nederlands Dagblad* (Pays-Bas) et *La Croix* sont des médias d'inspiration chrétienne enracinés dans trois sociétés différentes.

En publiant en parallèle durant toute cette semaine leurs reportages respectifs, ils offrent un croisement des regards, une diversité d'approches qui enrichissent l'appréhension du réel. Ils souhaitent ainsi faciliter le dialogue entre les populations et être un trait d'union, de Naples à Amsterdam en passant par Nice ou Paris. Ce partenariat souligne également l'engagement de multiples personnes dans l'accueil et l'accompagnement des migrants. Pour les chrétiens, ce soutien s'inscrit dans une fidélité directe au message évangélique.

Jean-Christophe Ploquin

Maurizio Ambrosini

(1) Il est également coordinateur de la commission sur l'intégration des immigrants au Conseil national de l'économie et du travail italien (CNEL), organisme gouvernemental.

(2) On en comptera 4 481 en 2016 ; 3 552, en 2017 ; 2 275 en 2018 et 1 283 en 2019. On estime le taux de décès à un pour 60 arrivées réussies.

(3) Il prévoit que le pays dans lequel a été formulée la demande d'asile est celui qui est chargé de son instruction et de la décision finale.